

Marchés alternatifs pour les produits et services de l'ESS : Comment doit-on avancer ?

1 - Leçons collectives de la mutualisation des pratiques et des analyses

La mobilisation sociale des concernés

Elle est le plus souvent à l'origine des nouvelles opportunités de réponses aux formes différenciées des crises qui les affectent.

La dimension collective et concertée de la gestion des moyens

Elle démultiplie les combinaisons possibles entre les ressources, comme en témoignent les différents exemples : qu'elles soient monétaires - publiques ou privées - et non monétaires pour des réponses plus complètes ou carrément alternatives.

Les enseignements de l'approche territoriale de cycles bâtisseurs

Les inventions sociales répondent à des besoins concrets dans le contexte où elles s'inscrivent. Elles traduisent en acte la capacité de prendre des risques sur la base d'une analyse et d'un engagement. Elles intègrent les questions majeures des droits fondamentaux (parité homme-femme, dialogue social territorial, justice sociale, gestion équitable et durable des ressources, équité des rapports commerciaux, dialogue des cultures, alimentation, etc.) dans la construction de réponses appropriées.

Se projeter dans la durée pour atteindre ses finalités permet de surmonter les rigidités des institutions et les résistances culturelles jusqu'à prendre place dans le paysage social et la pensée.

Depuis 1965 -près de 50 ans ! - Seikatsu Club au Japon prouve par l'exemple que l'auto-organisation d'un marché solidaire important est possible avec 350 000 membres qui achètent directement en négociant les prix en fonction des besoins des producteurs. Au total, environ 1 Milliards de dollars annuellement (700 millions Euros). Reliant local et global dans sa vision des solutions, Seikatsu Club s'inscrit depuis plus de 20 ans dans les grands enjeux planétaires afin d'agir à tous les niveaux nécessaires sur des enjeux tels qu'OGM, règles de l'OMC, énergies renouvelables (anti-nucléaire) ...

L'appui institutionnel est un facteur externe déterminant pour renforcer ou entraver le changement institutionnel.

Le succès des ILDE (Initiatives Locales de Développement et d'Emploi) dans les années 90 en Europe a tenu à « l'effet de légitimation obtenu de la Commission » et à « la mobilisation des acteurs locaux du développement économique » plus prompts à s'emparer des propositions de la Commission que les gouvernements. Elles prospèrent sur un territoire quand elles y trouvent une combinaison positive de facteurs, tels que matières premières (financements, professionnalisme, compétences

techniques), savoir-faire (connaissance des dispositifs réglementaires, commercialisation, conception du service) et environnement porteur (climat de coopération, durée suffisante de l'incubation) ».

Des gouvernements régionaux et nationaux peuvent jouer un rôle neutre ou positif dans la mise en place d'infrastructures renforçant la capacité des acteurs organisés sur une base locale à s'engager dans une conception institutionnelle efficace. Des agents dévoués et honnêtes arriveront à mettre en place de nouvelles institutions bien adaptées au contexte local, mais la tendance à tenter d'imposer des règles uniformes au niveau d'une juridiction entière rend extrêmement difficile d'établir et faire appliquer des règles qui semblent efficaces et équitables aux acteurs locaux.

Dans des régimes corrompus, les problèmes de mise en place d'institutions sont plus complexes car la probabilité est moins grande qu'il existe un groupe d'acteurs organisés sur une base locale qui disposent des informations, de d'homogénéité et de l'autonomie suffisante.

L'influence conjuguée des innovations socioéconomiques se mesure déjà dans une érosion de l'ensemble complexe de la macroéconomie.

Les capacités d'anticipation et d'adaptation de ces démarches sont actuellement mises à rude épreuve par le durcissement des impacts destructeurs d'une évolution non contrôlée. Mais, les projets, les outils, les organisations et les marchés alternatifs débouchent aujourd'hui sur de réelles opportunités de « faire système » au service d'une transformation radicale et nécessaire des fondamentaux. Car le modèle actuel de croissance économique est sans scrupules, sans emploi, sans avenir, sans racines et sans voix. Il est en train d'épuiser les ressources de la planète.

L'économie sociale et solidaire est une alternative au capitalisme ainsi qu'à d'autres systèmes économiques autoritaires dominés par l'état.

Car elle permet aux gens ordinaires de jouer un rôle actif dans l'élaboration de leur vie économique. C'est l'une des propositions-clé du Conseil Asiatique de l'économie solidaire adressée au groupe de haut niveau de l'ONU Axe n°5 du document « Pour un nouveau partenariat mondial » dont l'objectif est d'éradiquer la pauvreté et de transformer les économies grâce au développement durable pour l'après-2015 (2016 - 2030)

2- Quelle gouvernance territoriale démocratique de l'économie et du social pour un changement d'échelles des solutions :

Constat : À l'échelle mondiale, les dégâts de la globalisation économique s'accumulent. Ils menacent l'avenir des générations futures et la planète elle-même. Ni les Etats, ni les multinationales ne sont à même de définir et de faire respecter des régulations équilibrées. Et il n'existe pas encore de force indépendante dans la société pour veiller et contrôler le respect de règles communes, démocratiquement validées.

Des partenariats de qualité à construire avec les collectivités locales et régionales

Trop souvent, leurs représentants préfèrent coopérer avec le privé et ne reconnaissent pas les habitants comme leurs partenaires naturels dans la gestion des biens communs.

Des exemples de partenariats font référence, notamment au Québec ou au Brésil Mais beaucoup reste à faire pour installer des relations durables et des partenariats stables et interactifs entre les Régions et les acteurs de l'ESS.

Régions et Etats fédérés, nouveaux acteurs d'une gouvernance mondiale

Leurs activités rééquilibrent la vision actuelle de pouvoirs centralisés par l'installation de relations horizontales dans des partenariats concrets de territoire à territoire dans le cadre de la coopération décentralisée ou du développement durable

Décloisonnement des relations entre réseaux de collectivités territoriales autour de l'ESS en France dans le contexte d'un ministère délégué à l'ESS et de l'existence d'un Réseau des Territoires de l'Economie Solidaire depuis 10 ans. Elles ont engagé le dialogue entre elles sur le constat que « la transversalité est un combat permanent » pour encourager une économie après-crise fondée sur un système de partage et de coopération ; pour développer un autre modèle de développement qui échappe à la seule logique marchande et soit en mesure d'apporter des réponses aux défis économiques, sociaux et écologiques.

Le travail de collecte et de mutualisation est à poursuivre pour construire une vision transversale sur une base de pratiques de l'ESS dans les territoires. Trop peu de contributions ne permettent pas de faire un tableau complet des innovations significatives en matière de politiques publiques en Amérique latine, notamment au Brésil, en Asie et en Afrique. Même constat pour les questions des ressources du sous-sol et du développement durable en général qui entrent pour la première fois de façon officielle dans l'organisation des rencontres intercontinentales du RIPESS.

3. La construction des nouveaux acteurs collectifs pour le 21^e siècle

L'urgence de réponses immédiates ne doit pas occulter les horizons lointains exigés par les temps d'investissements immatériels qui installent confiance et conditions d'évolution. C'est pourquoi les dispositifs outillés et auto- et co-financés dans la durée - réseaux, collectifs, plateforme, conseils etc. - sont aussi indispensables que les politiques publiques, qui régulent et soutiennent, et que les projets, qui réparent, concrétisent et préviennent.

L'organisation citoyenne dans une approche globale.

Exemple de la coordination internationale URGENCI, mise en place depuis 2004. Les groupements d'achats solidaires entre producteurs et consommateurs est une forme de pacte local porté par des réseaux locaux qui existent dans le monde entier. Conceptualiser leurs caractéristiques donne un sens commun à d'innombrables pratiques singulières et renforce leur portée générale de vecteur de l'intérêt général au-delà des groupes eux-mêmes. Penser relier à partir des territorialités de la vie sociale dans une approche globale permet de considérer toutes les relations que l'économie entretient avec la nourriture intégrant l'énergie, le bilan carbone, les droits humains, la souveraineté alimentaire ainsi que la reconnaissance de la singularité pour transformer tout le système. Avec une meilleure crédibilité pour porter une parole politique non partisane, au plus haut niveau.

Mettre en débat public une feuille de route citoyenne, politique, alternative et coopérative

C'est l'exemple de la démarche engagée par le mouvement Colibris en France qui se donne « une grande direction à 50 ans » avec 5 priorités pour remettre l'économie à sa place : au service de l'intérêt général, c'est à dire à la fois le bien-être, l'autonomie et la liberté des êtres humains et la restauration des écosystèmes.

Priorités : localiser/ décentraliser ; libérer/ diversifier la monnaie ; réinventer/ réorienter la fiscalité ; protéger/ prendre soin des biens communs ; développer les entreprises et les activités du 21^o siècle pour construire les modèles économiques viables et innovants de demain. Les propositions sont organisées autour de leviers à actionner sur chacun des axes avec une déclinaison de pertinence par catégories d'acteurs : élus nationaux et européens ; élus locaux ; entrepreneurs ; citoyens.

Apprendre les uns des autres pour s'entraider et construire dans la durée une politique de la preuve par l'exemple

S'approprier des enseignements dans des échanges « entre pairs » permet de mieux affronter l'incertitude et démultiplie les potentiels des solutions. Car, il faut comprendre ce que l'on a appris pour porter des propositions ensemble.

L'expérience des P'actes Européens témoigne de la pertinence du fonctionnement en plateforme horizontale dans un objectif d'essaimage ultérieur. Mise en place en 2007 pour la préparation de la 4^o Rencontre du RIPESS Lux'09, ses principes sont les suivants : définition préalable de règles de fonctionnement et d'ouverture à toute personne volontaire sous condition d'engagement à contribuer activement ; programme d'activité et calendrier pour tenir un cap de 2 ans ; alternance entre des rencontres régionales (Voyages Apprenants) et des rencontres intermédiaires nationales, pour faire le point sur les acquis, accueillir de nouvelles initiatives et aborder les questions de fond, les finalités et les stratégies de changement ; la perspective d'un «après lux'09», annoncée dès le lancement, nourrit un double mouvement : une proposition européenne d'une part et, d'autre part, un retour aux expériences du terrain pour remettre les avancées en débat et améliorer l'action collective. Les

résultats que ce dispositif ont permis d'assurer une continuité de 4 ans de Lux'09 à Manila'13.

Changer de regard : Croiser les intelligences pratiques et théoriques pour asseoir l'action collective

Deux approches différentes existent chez les économistes pour juger la performance : « micro » ou « macro », mais aucune pour analyser, de façon articulée, une économie de localités. Or, Local/Global ne sont pas opposés, c'est à l'intérieur du local que les choses se passent. Bien que les initiatives ne soient pas fondées sur un même concept théorique, leurs principes sous-jacents sont communs, comme plusieurs contributions le soulignent.

Nous avons besoin d'une orientation différente des efforts d'analyse pour établir comment les initiatives des individus et leurs inventions collectives se situent, non pas comme utilisateurs s'adressant au gouvernement pour un programme, mais comme des acteurs produisant des efforts pour trouver eux-mêmes des solutions viables et équitables à des problèmes complexes, au sein des arènes fournies par les tribunaux, le corps législatif et les autorités locales. Car, à côté de la gestion, soit par des droits de propriété individuels, soit par l'état, il peut exister un troisième cadre institutionnel efficace dans lequel des communautés ou des collectivités organisées peuvent gérer collectivement des biens communs.

C'est à cette source de connaissances que les conditions de légitimité démocratique et d'efficacité d'une gouvernance territoriale du social et de l'économique pourront être établies. C'est un chantier collectif que Manila'13 pourrait installer pour les 4 prochaines années.

PROPOSITION

Faire de l'approche territoriale, un axe de travail permanent de promotion de l'économie sociale et solidaire comme alternative économique

L'ancrage territorial se différencie - et complète - l'entrée thématique de l'Economie Solidaire, comme discipline, pour laquelle les contraintes de territoire sont un paramètre parmi les autres. Le focus est placé sur la filière : commerce équitable, monnaie sociale, finances sociales, consommation éthique, souveraineté alimentaire, etc.

Les enseignements de l'Atelier 7 à Lux'09 mettent en évidence que l'ancrage territorial apparaît dès lors que l'on regarde la réalité de l'Economie Solidaire dans une approche territoriale, du local au global. Un avantage important de cette approche est de fournir une vision réaliste de son niveau de développement dans les localités, les pays et les continents. Elle permet d'examiner de manière plus rigoureuse ses différentes dimensions et facettes à leur stade actuel de développement. Ceci améliore la vision des aspects thématiques à renforcer, en vue de stimuler l'Economie Solidaire comme une économie alternative dans une localité donnée. Plus important encore, l'ancrage territorial aiguise l'accent sur le rôle de la gouvernance dans la promotion de l'Economie Solidaire

comme alternative économique, dans le cadre du processus de globalisation.

L'équipe d'animation du Forum

L'intégralité des contributions sur le site du RIPESS international

<http://www.ripess.org/forums/topic/theme-2-fr/>

<http://www.ripess.org/forums/topic/theme-2/?lang=en>

<http://www.ripess.org/forums/topic/tema-2/?lang=es>

Un résumé descriptif des contributions, disponible (français seul)

<http://www.pactes-locaux.org/bdf/docs/> à compléter quand il sera publié